

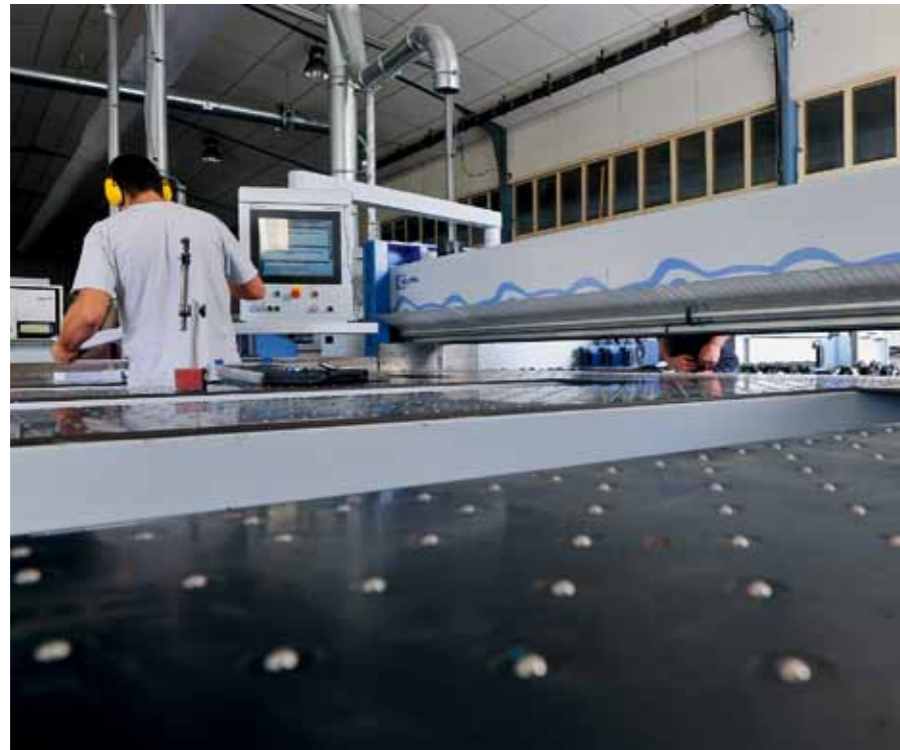
LES QUILLES N'ONT
PAS PERDU LA BOULE

HANDICAP : L'AUTONOMIE
C'EST AUJOURD'HUI

UNE BOUFFÉE D'AIR
POUR LES LIBRAIRES

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE QUEL AVENIR POUR NOS ENTREPRISES ?





ÉDITO

LE CHOIX D'INVESTIR

Les entreprises qui réussissent sont celles qui osent, celles qui innovent, celles qui investissent et qui créent. Parce que ces entreprises font la richesse et l'emploi de notre département, nous avons fait le choix d'être à leurs côtés: en les écoutant, en leur apportant un soutien technique ou financier.

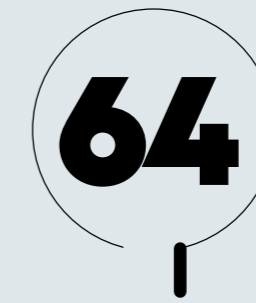
Pour cette année 2013, le Conseil général a consacré 24 millions d'euros au développement économique. Cette aide est considérable. Nous la ciblons très précisément sur des filières porteuses, qu'elles soient historiques comme l'aéronautique et le textile, ou qu'elles soient émergentes comme la glisse et les géosciences. Ce soutien économique n'est pas une obligation légale. Il s'agit de notre volonté politique.

Dans un contexte budgétaire restreint, nos dépenses sont mûrement réfléchies. Nos investissements sont conçus pour bénéficier au plus grand nombre, dans le cadre d'un développement pensé sur le long terme, respectueux de notre territoire. Si nous soutenons nos entreprises, c'est bien parce qu'elles créent des emplois, qu'elles génèrent une activité de sous-traitance locale, qu'elles favorisent l'épanouissement de chacun ou qu'elles s'engagent à être toujours plus respectueuses de l'environnement.

C'est une chance que nous ne gâcherons pas. L'économie de notre département est portée par des entreprises qui sont à la pointe de leurs secteurs d'activité. Et cela grâce aux femmes et aux hommes qui, chaque jour, donnent le meilleur de leur talent et de leur volonté. Avec eux, avec vous, nous avançons vers les Pyrénées-Atlantiques de demain.



Georges Labazée,
Président du Conseil général
Sénateur des Pyrénées-Atlantiques



SOMMAIRE

DÉCEMBRE-JANVIER 2014 / NUMÉRO 61



LES GENS D'ICI p. 4
Entrepreneurs, artistes, sportifs ou bénévoles, ils créent la diversité et la richesse du département. Portraits.

ÇA BOUGE EN P.-A.! p. 6
Des aides pour les jeunes, des transports qui plaisent, de l'équité dans les assiettes, une télé en occitan... toute l'actu du 64.

SOLIDARITÉ(S) p. 10
Vous habitez chez vos parents? Non!
À Pau, la résidence Le Cairn accueille de jeunes déficients intellectuels. Une expérience unique de cohabitation et d'autonomie.

Le covoiturage accélère
Coût réduit, rencontres, moindre pollution: le trajet partagé séduit.



Et si votre travail était de les aider?
La question d'entraide de ce numéro.

GRAND ANGLE p. 15
Des filières pour l'avenir
Le Conseil général soutient l'activité économique du département, en privilégiant une vision à long terme pour l'emploi.

CRÉATIVITÉ p. 20
Le grand saut de La Pierre
La station de ski sera modernisée au printemps prochain, avec une attention particulière portée à l'environnement.

UNE JOURNÉE AVEC p. 24
... Philippe Allieux
Le responsable de restauration du collège Endarra, à Anglet, remet dans les assiettes le bon goût des produits fermiers.



CULTURE(S) p. 26
De l'air pour les libraires
Le Conseil général a exonéré les librairies indépendantes labellisées d'une part de leur impôt. Une bouffée d'oxygène.

64 Édité par le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques
Pau: 64, avenue Jean Biray - 64058 Pau cedex 9
Tél.: 05 59 11 46 64
Bayonne: 4, allée des Platanes - 64104 Bayonne
Tél.: 05 59 46 50 50
www.cg64.fr - contact@cg64.fr
Directeur de la publication: Georges Labazée
Codirecteur de la publication: Arnaud Villeneuve
Réalisé par la direction de la communication du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques
Directeur: Jean-François Gazon
Directeur par intérim: Jérôme Kohl
Rédacteur en chef: Vincent Faugère
Rédacteur en chef technique: Roland Denis
Photos: Jean-Marc Decompte, DR
Impression: Maury Imprimeur, 45330 Malesherbes
Maury Imprimeur est impliqué dans la préservation de l'environnement par ses certifications PEFC et Imprim'Vert.
Imprimé sur du papier PEFC dans le respect de l'Agenda 21 du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques
ISSN: 2269-398X - Dépôt légal: décembre 2013

LES GENS D'ICI

ILS SONT DESSINATEURS OU CRÉATEURS DE SITES INTERNET, PASSIONNÉS D'ART OU DE SPORT, ENTREPRENEURS PRIVÉS OU BÉNÉVOLES. ILS FONT LA RICHESSE DU DÉPARTEMENT. **CINQ PORTRAITS D'HABITANTS.**



◆ **USTARITZ. Marc Armspach**, dit Marko, dessinateur de BD. Dans l'atelier de Marko, auteur-dessinateur de bandes dessinées, les aquarelles voisinent avec une dédicace de Franquin, le père de Gaston Lagaffe. « *J'avais 11 ans. À l'époque, je savais déjà que je vivrais du dessin.* » Vingt-cinq ans plus tard, et une douzaine d'albums éditée, le talent de Marko fait référence. Sa meilleure vente, *Les Godillots*, plonge le lecteur au cœur de la guerre de 14-18. « *Pour un tel projet, il faut 18 mois de travail* », rappelle-t-il. Scénarios à la fois sérieux et décalés, coup de crayon semi-réaliste: le travail de Marko plaît aux jeunes. L'artiste, qui a grandi à Bayonne, propage aujourd'hui son humour: dessins animés, dessins de presse et même tee-shirts d'une célèbre marque locale. Histoire de coller à la peau.

Photo: C. Lagoueyte



◆ **PAU. Pauline Chasseriaud**, directrice de l'association Accès(s). Un coup de foudre. « *Je ne savais pas ce qui se passait mais c'était fascinant. J'ai eu envie d'aller plus loin.* » C'était lors du festival paloïs Accès(s) 2001, cocktail d'arts électroniques frappé aux nouvelles technologies et secousses sociétales. Pauline Chasseriaud en est aujourd'hui la directrice. Entre-temps, études supérieures, rencontres et épiphanies ont affiné le savoir et attisé la soif. « *Le regard des artistes nous éclaire. Il est utile dans nos vies.* » Sortie des œuvres, la native de Mourenx privilégie balades et amitiés. Accès(s), cette année, place les soleils numériques dans son thème central, entre plaisir, critique et utopie. L'invitation est lancée: « *Il faut aller vers des horizons inconnus.* »

◆ **ANGLET. Joëlle Verbrugge**, photographe et avocate.

Sortie des prétoires, Joëlle Verbrugge pose son regard derrière l'objectif. L'avocate du barreau de Bayonne est aussi photographe. De son année de naissance, 1968, elle dit avoir hérité « *d'un côté révolutionnaire* ». Installée au Pays basque depuis 2001, elle garde une pointe d'accent wallon dans la voix, hérité de ses origines belges. Depuis l'avènement du numérique, elle voue à son art « *une passion devenue dévorante* ». « *Avec mes clichés, j'aime faire passer des émotions* », dit-elle. Experte en droit de la photographie, chroniqueuse, blogueuse, elle a cofondé Photographes pour la vie. Cette association reverse les ventes de tirages exclusifs, signés par des photographes du monde entier, à la Ligue contre le cancer.



◆ **BAYONNE. Gérard Bafcop**,

président de la section rame de l'Aviron bayonnais. Sur les berges de la Nive, impossible de le manquer. Depuis 25 ans, le président de la section rame de l'Aviron bayonnais donne son temps: il accompagne les quatre internationaux du club, initie les scolaires, se démène pour le lancement d'une section handisport, développe les pratiques de loisirs, sans oublier le suivi administratif. « *Notre sport est un formidable vecteur pour transmettre des valeurs de respect et de réussite. Partis de très loin, nous sommes aujourd'hui dans les 10 meilleurs clubs français* », se réjouit ce Bayonnais pur souche. Cette année, Gérard Bafcop a reçu le trophée des bénévoles, décerné par le centre Nelson-Paillou. Une juste reconnaissance. « *Je suis un passionné au service de passionnés.* »



◆ **BOEIL-BEZING. Thierry Chardy**, créateur du site e-sy.fr.

Les 16 années passées hors du Béarn natal ont aiguisé son regard. Revenu au pays, Thierry Chardy, 33 ans, vient de créer e-sy.fr, site qui met en relations entreprises, associations, particuliers. « *Dans une société mondialisée, le plus difficile est souvent de générer des interactions locales. Et pour cela, il faut un web local* », analyse ce diplômé en droit des affaires, passé par la banque et les études de clientèle. Il a installé son entreprise à Pau, à Hélioparc, « *pour être en contact avec des gens qui créent* ». Jérémie, frère cadet et tennisman connu, est associé dans l'affaire. Lecteur assidu d'essais, Thierry Chardy nous voit à « *l'aube d'une période où des choses se réinventent.* » Il veut apporter sa pierre à l'édifice.

ÇA BOUGE EN P.A!

DES AIDES POUR LES JEUNES, UN TARIF UNIQUE POUR LA RESTAURATION DES COLLÉGIENS, DES TRANSPORTS COLLECTIFS QUI FONT DES ADEPTES...

VOICI 14 BONNES NOUVELLES POUR TOUS LES HABITANTS.

Retrouvez toute notre actualité sur www.cg64.fr



Pour le permis de conduire, le Conseil général attribue jusqu'à 500 euros d'aide aux jeunes qui effectuent un service civique ou sont pompiers volontaires.

KIT AUTONOMIE

LE COUP DE POUCE AUX 18-25 ANS

Après quatre années passées chez les jeunes sapeurs-pompiers d'Hendaye, Estitxu Melero-Guerrero vient de s'engager comme pompier volontaire au centre de secours de Saint-Jean-de-Luz. « *J'ai toujours aimé l'urgence et venir en aide aux personnes dans le besoin* », explique-t-elle. Cette année, elle passera son permis de conduire. Pour financer l'obtention du précieux papier rose, le Conseil général lui versera, après validation de son dossier, une aide de 500 euros. « *Quand on est appelé sur une intervention, pouvoir se déplacer en voiture est une chose très utile* », sourit la lycéenne qui habite Urrugne. Estitxu Melero-Guerrero est l'un des tout premiers jeunes éligibles au Kit autonomie. Mis en place par

le Conseil général, ce dispositif s'adresse aux jeunes de 18 à 25 ans qui effectuent un service civique, un service volontaire européen ou qui s'engagent comme pompier volontaire. Il leur accorde une aide maximale de 500 euros pour l'obtention du permis de conduire, et de 200 euros pour celle du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (Bafa). Le département attribue également, sous conditions de ressources, une bourse de mobilité internationale aux étudiants qui effectuent un stage ou des études à l'étranger.

En novembre 2012, plus de 500 jeunes avaient participé aux Assises de la jeunesse organisées par le Conseil général. Ils y avaient exprimé leurs attentes. Le Kit autonomie est une première réponse.

www.cg64.fr/jeunes ■

ENFANCE

Des soins et une famille

Des soins spécifiques, mais adossés à un cadre familial : pour les jeunes présentant des troubles du comportement et confiés aux services de l'aide sociale à l'enfance (ASE), le Conseil général met en place un dispositif unique en son genre. Baptisé Estancade 64, il s'appuie sur un service d'éducation spéciale et de soins à domicile (Sessad), basé à Orthez. À titre expérimental et dès ce début d'année 2014, une quinzaine de jeunes y bénéficieront, en plus, des repères et de la chaleur d'une famille d'accueil. En béarnais, *estancada* veut dire la halte. Une halte régénératrice.



Bébés massés, bébés heureux

Les nouveau-nés ont besoin d'amour. Rien de tel qu'un massage pour les apaiser et les voir babiller. Tout au long de l'année, à Billère et à Nay, le Conseil général met en place des ateliers gratuits. Les mamans, mais aussi les papas, y apprendront à masser leur bébé. Ces moments d'échanges et de convivialité sont ouverts à tous les parents et à leurs enfants, de la naissance jusqu'à leurs premiers pas. Inscriptions et renseignements auprès des maisons de la solidarité de Billère **05 59 72 03 03** et de Nay **05 59 61 04 83**.



ENGAGEMENT

FEMMES-HOMMES: DE L'ÉGALITÉ!

En signant la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale, le Conseil général vient de prendre un engagement fort. Il a défini des actions prioritaires, fruit des réflexions menées cette année lors des Rencontres du développement durable. Dans ses propres services, il s'engage notamment à éviter les temps de travail avant 8 heures et après 18 heures. Des mesures seront aussi proposées pour répartir entre femmes, hommes et institutions, la prise en charge des enfants ou des personnes dépendantes.

COLLÈGES

TOUS À LA MÊME TABLE TARIFAIRE

Tous égaux devant leur assiette. Au 1^{er} janvier 2014, les collégiens du département, quel que soit leur établissement, paieront le même prix dans leur restaurant scolaire.

Cette tarification unique était un engagement pris par le président Georges Labazée lors du vote du budget 2013. Les 40 établissements dont le Conseil général assure le service de restauration sont concernés. « *Face aux importantes disparités qui existaient auparavant, nous avons fixé l'objectif d'une équité tarifaire. Nous voulions aboutir à une offre modérée et identique pour tous les collégiens, tout en maintenant la qualité des repas servis* », rappelle Christiane Mariette, vice-présidente du Conseil général, chargé de l'éducation et de la jeunesse. En 2008, le prix du repas allait de 1,80 à 3,15 euros selon les collèges. Le lissage s'est

effectué progressivement.

La nouvelle tarification unique maintient le principe des forfaits hebdomadaires. Le forfait de quatre jours, acheté à 80 % par les familles, procure désormais un repas à 2,90 euros. Ce tarif descend à 2,70 euros pour cinq jours, mais il est de 3,35 euros pour un seul jour.

Si le prix est unique, tout le monde n'a pas la même facilité à payer. L'aide à la restauration scolaire est donc maintenue. Mise en place par le Conseil général en 2012, elle allège la facture des enfants boursiers de 0,45 euro par repas. Cette aide est de 0,30 euro pour les bénéficiaires de l'allocation de rentrée scolaire (ARS).

La qualité des repas, elle, reste affichée au menu. Pas moins de 30 collèges sont désormais entrés dans la démarche Manger bio et local, labels et terroir (lire aussi en page 24-25). ■



Au 1^{er} janvier 2014, les collégiens paieront le même prix dans les 40 établissements dont le Conseil général assure la restauration.

BANQUE ALIMENTAIRE

Une collecte contre la faim

Dans le département, la Banque alimentaire subvient chaque année aux besoins d'urgence de 11 000 personnes, par le relais des associations caritatives. Ces 29 et 30 novembre, elle organise sa collecte publique de denrées alimentaires, à la sortie des hypermarchés. « *Nous avons particulièrement besoin de plats cuisinés* », fait savoir l'antenne de Béarn et Soule qui cherche aussi des bénévoles pour cette collecte (05 59 06 38 66). L'antenne de Bayonne (07 81 52 24 50) accueille également des bonnes volontés pour des tâches administratives et commerciales.

FRANCE-ARGENTINE Des Pyrénées aux Guaranis

Et si nos Pyrénées étaient utiles aux Indiens guaranis d'Amérique du sud ? C'est l'une des pistes de travail suivie en octobre dernier, lors de la visite de notre département par une délégation argentine. Les Argentins sont venus



étudier notre gestion du parc national des Pyrénées, qui concilie espaces protégés et activités économiques et touristiques. Ils pourraient s'en inspirer pour leur territoire. Il s'agit du troisième échange effectué en 2013 dans le cadre de la coopération internationale entre le Conseil général et la province de Misiones.

BÉARNAIS-GASCON-OCCITAN - GRAPHIE CLASSIQUE

Parsâs : « Touts qu'an respectat la règle deu yoc »

Lou Counsêlh Generau qu'a cambiat la fayçoû d'ayda lous actous publics atau qu'a part-birat las biêlhes coutumes. Abans cade coumune, coumunoutat de coumunes, sendicat, balhadou souciau ou gestiounâri de maysoû de retrête, que susmetè, cadû deu soû coustat, ço qui demandabe au departamén. Aquêstè que balhabe ou noû alabéts ûe ayude en mounéde suban lous 58 reglaméns en cours. Desempuch l'an passat, las causes qu'an cambiat. « *Que-ns abém de desparti méy plâ, de fayçoû méy regulière e discutide, en seguïn au méy près lous besoungs deu moundè* », ce-ns digou en dus mouts Marie-Pierre Cabanne, sost-capdau deu Counsêlh Generau. Oéy, lou departamén qu'a descidat enta quoàte ans ûe quantitat de 200 milhoûs de liures. Qu'éy despartide entér lous 32 parsâs intercoumunaus deu departamén. Au miéy de cadû d'aquéth 32 territôris, lous près-hèyts que soun discutits suban lous têmes d'û coutrat. Que soun negociats entér lous actous publics e lou departamén

pendén las counferénces de parsâ. Aquêstes qu'an coumençat en jambiè passat. Que s'y hasoun touts enta tribalha e discuti coum cau. E qu'éy ûe beroye escadude: touts lous countrats de parsâ qu'aberén d'esta sinnats entad aquêste fî d'anade. « *Aquéth 32 escàmbis qu'an permetut de ha bàdè idées enta partadya lous près-hèyts. Touts qu'an respectat la règle deu yoc* », e-s regaudéç Marie-Pierre Cabanne. E que hê remerca tabé: « *Dap aquêste reforme, las causes que soun clares e nêtès. Cadû que counéç lous près-hèyts sub-benciounats p'ou Counsêlh Generau.* »

La nouvelle donne de l'aide aux acteurs publics

Le Conseil général a réformé l'an dernier ses aides aux acteurs publics. Désormais, une enveloppe est répartie entre les 32 périmètres intercommunaux du département. C'est là que les acteurs concernés négocient les projets pour leur territoire, dans le cadre des contrats territoriaux. ■

CONTE Un classique en occitan

On ne compte plus les versions de *Pierre et le loup*. Mais pour la première fois, le conte musical de Prokofiev est adapté en béarnais pour 1300 enfants de calandretas, de classes bilingues publiques et de classes d'initiation à l'occitan. Michel Maffrand, alias Jan de Nadau, signe le texte et lui prête sa voix. Il est accompagné sur scène par les 23 musiciens de l'ensemble Symph'Oc. Les représentations ont lieu en décembre à Monein, Malausanne et Salies. Ce projet, financé par le Conseil général, est mis en place par le Cap'Ôc, le Centre d'animation pédagogique en occitan.



AUTONOMIE Du neuf pour nos anciens

C'est un bâtiment de dernière génération pour la génération de nos aïeux. À Anglet, le nouvel établissement d'hébergement pour personnes âgées et dépendantes (Ehpad) a ouvert ses portes dans l'écoquartier du Maharin. Il répond aux normes de haute qualité environnementale (HQE). D'une capacité de 80 lits, l'Ehpad du Maharin est doté d'un accueil de jour et d'un service pour les personnes souffrant d'Alzheimer. Le Conseil général, qui a participé au projet à hauteur de 1,13 million d'euros, finance également 33 des 51 postes créés pour cette nouvelle structure.



Counferéncia de parsâ à Tèse : « Aquéth 32 escàmbis qu'an permetut de ha bàdè idées enta partadya lous près-hèyts. »



Vingt-six lignes régulières, huit lignes sur réservation, des minibus à la demande : Transports64 relie les villes aux campagnes.

TRANSPORTS64

À deux euros, le minibus et le car font des adeptes

La hausse est significative. Transports64, le nouveau réseau de transports collectifs du Conseil général, a rompu en partie l'isolement des territoires ruraux. Sur les lignes reliant les villes moyennes aux grandes agglomérations, la fréquentation a explosé: + 36 % pour Pontacq-Pau, + 47 % pour Cambo-Bayonne et + 100 % pour Orthez-Pau! « *En septembre, 38286 passagers ont emprunté nos cars, soit 13 % de plus que l'année précédente. Et les réactions des usagers sont très positives* », résume Jean Arriubergé, vice-président, conseiller général en charge des transports interurbains. Inauguré le 1^{er} juillet dernier, Transports64 irrigue le département avec ses 26 lignes régulières. Huit lignes supplémentaires peuvent

également être activées à l'initiative de l'utilisateur, par un simple appel téléphonique. Atout de poids: un tarif unique de deux euros par voyage, sans oublier des forfaits et abonnements qui font chuter encore un peu plus les prix. Transports64, ce sont aussi des minibus qui sillonnent les campagnes, à la demande des usagers. Il suffit de réserver son trajet, la veille par téléphone. Le territoire de la communauté de communes du Mieu-de-Béarn vient de se doter de ce nouveau service. Transports64 à la demande avait déjà été adopté par les communautés de Lacq, d'Arzacq et du pays de Nay. Neuf autres collectivités étudient aujourd'hui sa mise en place. Attention: de nouveaux horaires sont en vigueur sur les lignes régulières depuis le 1^{er} novembre. www.cg64.fr ■



LANGUE RÉGIONALE

LA TÉLÉ OCCITANE EST ALLUMÉE

Avant Noël, les locuteurs occitans et amoureux de la langue du Béarn recevront un joli cadeau. La première télévision occitane émettra dès le 20 décembre. Le président Georges Labazée inaugurerait alors l'antenne lors d'un entretien réalisé au Parlement de Navarre. Disponible sur internet, OcTV diffusera tous les jours, de 18 h à 22 h 30. Au programme: séries, documentaires, débats, dessins animés, et même des émissions en public! Avant le lancement, l'association Conta'm, d'Asson, a déjà enregistré plus de 300 heures de doublage (photo). OcTV, dont le siège est à Lescar, partagera une partie de ses productions avec la télé bretonne Brezhoweb. www.octele.com

ROUTES On avance à Oloron

À Oloron, les étranglements de la route de Pau ne seront bientôt qu'un mauvais souvenir. Les travaux de contournement de la ville, par le nord et l'est, ont débuté en septembre. La nouvelle section reliera le giratoire du Gabarn sur la RN 134, à celui de la JAO et au pont Laclau. La mise en service devrait se faire à l'automne 2015. Enfin, le tronçon Gabarn-Gurmençon, actuellement en cours d'études avancées, complètera le contournement.



ENVIRONNEMENT Les décharges dans le viseur

Depuis les crues de juin, la décharge de Pierrefitte-Nestalas (Hautes-Pyrénées) est sous la menace du gave. Notre département lui apporte son expertise. L'une des solutions envisagées est l'enlèvement total des déchets, selon une méthode expérimentale de tri mécanique par scalpeur-cribleur, crible aéraulique, chaîne manuelle et concassage. Toute la difficulté vient de la diversité des matériaux et du fait qu'ils sont mélangés à la terre. Élaborée par le pôle environnement du Conseil général, cette technique, exclusive en décharge sauvage, devrait être développée pour les sites sensibles.



Un locataire de la résidence le Cairn, sur son balcon.

HANDICAP

VOUS HABITEZ CHEZ VOS PARENTS ? NON !

À PAU, UNE PARTIE DE LA RÉSIDENCE LE CAIRN EST RÉSERVÉE À DE JEUNES ADULTES DÉFICIENTS. UN GRAND PAS VERS L'AUTONOMIE.

Il est près de 18 heures quand Rémi déboule dans la salle commune de la résidence. Tout sourire, il serre les mains, claque des bises, jette un coup d'œil au tableau d'affichage où est inscrit l'emploi du temps de chacun. Il a rendez-vous chez son médecin et il disparaît dans la minute. Seul. Rémi est un jeune adulte intellectuellement déficient. Comme lui, ils sont quinze à louer un appartement dans la résidence Le Cairn et à goûter une autonomie maximale. « Cette structure innovante est unique en Aquitaine. Elle a nécessité un travail de six à sept années de gestation », fait savoir Patrick Renard, président de Vivre en ville, l'association paloise qui est à l'origine du projet.

Dans la partie supérieure de ce tout nouvel immeuble du boulevard Alsace-Lorraine, une quinzaine d'appartements supplémentaires est occupée par de jeunes valides. Elle est gérée par une autre association, Habitat Jeunes Pau Pyrénées.

Moins qu'une tentative de cohabitation, Le Cairn est avant tout une marche en avant vers l'autonomie de personnes déficientes qui ont très souvent grandi dans la dépendance à l'autre. « C'est la première fois que je vis seule en appartement », sourit Hélène en nous ouvrant sa porte. Comme ses camarades, elle prend tous les jours le bus pour rejoindre l'un des établissements et services d'aide par le travail (Esat) de l'agglomération paloise. À noter que l'un des locataires travaille, lui, en milieu ordinaire.

Un encadrement minimum pose un œil bienveillant sur les résidents. Matin et soir, deux éducatrices assurent une permanence. Pas question cependant, pour l'équipe éducative, de s'immiscer dans la vie de ces jeunes. « Nous travaillons sur la confiance et l'autonomie de chacun. La petite taille du groupe nous permet d'être au plus près des individus », explique l'éducatrice spécialisée, Marianne Paparemborde.

Une étonnante assurance

Dans les parties communes de la résidence entièrement sécurisée, un joyeux défilé de parents vient ajouter au grand esprit de famille qui anime Le Cairn. « Cet habitat correspond à ce que nous avons imaginé pour notre fils », témoigne la mère de Julien, Maguy Becque. « Ici, il est véritablement considéré comme une personne à part entière. Au quotidien, ça nous fait du bien. » Son époux, Bernard, en revient à peine : « Nous sommes encore étonnés de l'assurance que Julien a acquise. Aujourd'hui, il s'affirme et prend des décisions, alors qu'il n'était absolument pas demandeur d'un appartement ! »

Ce soir, Estelle et Rémi ont invité un ami à dîner. Dans la partie cuisine du salon ouvert à tous, ils préparent leur repas. Les éducatrices veillent à distance. Estelle et Rémi forment un couple depuis quatre ans. Une porte permet à leurs appartements de communiquer. Le droit à l'affectivité et à la sexualité des jeunes déficients intellectuels est



PAROLE D'ÉLU

« Ce projet est extrêmement positif. Il symbolise à lui seul les grands enjeux de nos politiques de solidarité.

Il est la preuve que la mixité et l'inclusion sont possibles, mais surtout souhaitables. C'est comme cela que l'on réussira à inverser notre regard, afin de s'attacher en premier lieu aux capacités et aux qualités des personnes, et non à leur handicap. Dans cette marche vers le maximum d'autonomie souhaitée, l'accès à un logement est primordial. C'est pourquoi nous privilégions ces logiques d'inclusion sociale, couplées à des services. Il faut également multiplier les transitions entre le travail protégé et le travail en milieu ordinaire. Nos efforts vont en ce sens. »

Stéphane Coillard, vice-président du Conseil général, chargé du handicap.

l'un des objectifs affichés par l'association Vivre en ville. Tant elle se passe sans accroc, la cohabitation avec les résidents valides en devient presque anecdotique. « Les choses se font naturellement », témoignent Caroline et Johan, locataires de l'un des studios d'Habitat Jeunes Pau Pyrénées. « Nos contacts avec les jeunes déficients sont même plus nombreux qu'avec les autres résidents », sourient-ils.

Plus que tout, Le Cairn offre une inestimable assurance sur l'avenir. Qu'arrivera-t-il, en effet, le jour où les parents ne seront plus là pour s'occuper de leurs enfants intellectuellement déficients ? Les savoir autonomes et les voir s'épanouir sans eux est probablement leur plus grande satisfaction. Francis Soubies, dont le fils Mathieu réside au Cairn, ne cache pas un soulagement certain : « Désormais, nous envisageons l'avenir d'une manière beaucoup plus sereine. » ■



Un encadrement minimum pose un œil bienveillant sur les résidents. Matin et soir, deux éducatrices assurent une permanence.

► DEUX ASSOCIATIONS, UN BUT

Ouvert en septembre 2012, Le Cairn est né du travail de deux associations. À l'origine du projet, Vivre en ville regroupe des parents de jeunes adultes déficients intellectuels. Quant à Habitat Jeunes Pau Pyrénées, elle gère notamment un parc de logements qu'elle met à la disposition de jeunes en démarche d'indépendance.

► LE FINANCEMENT DU CG64

Le Conseil général finance les postes d'encadrement des jeunes : éducateur spécialisé, moniteur-éducateur et aides médico-psychologiques, soit 7,75 équivalents temps plein. Il assure notamment les charges relatives aux locaux communs ainsi que la prestation de l'association Habitat Jeunes Pau Pyrénées. L'État, la communauté d'agglomération Pau-Pyrénées et la ville de Pau ont financé la construction de l'immeuble. Tous les jeunes résidents participent au paiement de leur loyer.



TRANSPORTS64

Le covoiturage passe à la vitesse supérieure

Coûts réduits, agrément des rencontres, moindre pollution: le trajet partagé n'en finit pas de séduire. Le Conseil général encourage cette pratique en plein essor.

Chaque dimanche après-midi, Jérémy Joris se connecte au site de covoiturage sur lequel il a l'habitude de poster son annonce. Étudiant à l'IUT Montaigne de Bordeaux, il covoiture depuis deux ans. Chaque début de semaine, il rallie la capitale régionale au volant de son véhicule, après un week-end passé à Salies-de-Béarn. « C'est simple, rapide et je réalise

une économie de 650 euros par an », témoigne l'étudiant qui se destine au *game design*. Habitant à Tarnos, Lionel Molière partage également sa voiture. Commercial dans le secteur agro-alimentaire, il se rend régulièrement à Mont-de-Marsan, Pau et Oloron. « Je me positionne systématiquement en dessous du tarif préconisé par le site de covoiturage. Pour un Bayonne-Pau, je demande une participation de

cinq euros à chaque personne qui monte à bord. Je réalise une économie de 200 à 300 euros par an », explique-t-il. L'attrait financier est loin d'être le seul argument du covoiturage. Pour Lionel Molière, les rencontres et le service rendu sont plus importants que les gains pour le porte-monnaie: « Je fais surtout du covoiturage pour les échanges humains que cela procure, avec des personnes

Aire de covoiturage à Bayonne: dans le département, le Conseil général poursuit l'aménagement de places de stationnement.

de tous les âges et de tous les milieux. » Sur les forums des sites de covoiturage, les témoignages d'utilisateurs mettant en avant la richesse des échanges se multiplient. Ce sentiment est également partagé par Jérémy Joris: « J'ai toujours, au moins, une personne dans la voiture et je rencontre des gens très intéressants. Le covoiturage, c'est de l'entraide qui peut déboucher sur d'autres coups de main. » Et peut-être, même, avoir d'agréables conséquences sur votre vie. « Je dois mon meilleur stage en entreprise à une personne qui avait répondu à mon annonce et qui, depuis, est devenue un ami », sourit Jérémy Joris.

Adepte des transports en commun, Henri Cazalets est enregistré depuis un an et demi sur Covoiturage64.fr. Ce site internet, ouvert en 2006 par le Conseil général, compte 3830 inscrits et en recense 200 supplémentaires chaque année. Henri Cazalets et trois autres personnes ont ainsi pris l'habitude de partager, à tour de rôle, leur volant entre Navarrenx et Pau. « Notre organisation est la plus simple qui soit. On s'appelle la veille, de manière à garder le plus de souplesse possible », explique-t-il. Mais pour lui, le covoiturage est avant tout une affaire de principe. « Cette démarche est une bonne réponse à ma répulsion pour les voitures qui roulent avec une seule personne à bord. »

Sécuriser le stationnement

Vertueux mais victime de son succès, le covoiturage occasionne des stationnements irréguliers aux points de rendez-vous des covoitureurs. Il n'est pas rare de voir des ronds-points surchargés de voitures, du petit matin jusqu'au soir. Aux abords des gares de péage, les portières s'ouvrent et se referment, les échanges entre voitures vont bon train, parfois au mépris des règles élémentaires de sécurité.

Le Conseil général s'est saisi du problème. Il a engagé la réalisation d'aires de stationnement de covoiturage. L'évaluation du besoin est de 1500 à 2000 places, à répartir sur environ 35 sites dans tout le département. Le phénomène ne devrait pas faiblir. L'Agence de l'environnement et de la maîtrise d'énergie (Ademe) estime que le nombre de personnes qui partagent leur véhicule aujourd'hui en France, principalement entre le domicile et le lieu de travail, s'élève à trois millions.

www.covoiturage64.fr ■



PAROLE D'ELU

« Le Conseil général a adopté un programme de construction d'aires de covoiturage et d'accompagnement des communes dans la signalétique. Notre assemblée a démontré sa volonté d'encourager ces pratiques qui permettent une mutualisation du coût des transports et un moindre impact, sur l'environnement, des déplacements entre domicile et travail. La mise en place d'aires de stationnement va donc se poursuivre. Ce ne sont pas des opérations aussi simples qu'il y paraît. Elles se font souvent en partenariat avec des communes et des opérateurs autoroutiers. »
Bernard Molères, vice-président du Conseil général, chargé de l'aménagement du territoire et du développement durable.



Riche en échanges humains, le covoiturage fait des adeptes, au-delà des gains financiers qu'il permet.

► IL VOUS FACILITE LE TRAVAIL

Covoiturage64.fr évolue. Grâce à une nouvelle version attendue pour le début de 2014, le site piloté par le Conseil général facilitera la mise en relation des internautes avec les groupes de covoitureurs qui se sont constitués entre employés d'entreprises ou d'administrations. Cette interface multipliera les possibilités de trajets partagés entre salariés.

► DES AIRES EN PLUS

Après Bayonne et Sault-de-Navailles, le Conseil général aménage actuellement deux nouvelles aires de stationnement dédiées au covoiturage. L'une, à Larressore, se trouve en bordure de la RD 932, sur l'axe Bayonne-Cambo. L'autre se situe à Briscous, près de l'A64, à la sortie dite « du karting ». D'une capacité de 50 places chacune, elles seront mises en service au plus tard en ce début d'année 2014. D'autres sites sont en cours d'études pour de futurs aménagements.

Et si votre travail était de les aider ?

QUESTION D'ENTRAIDE !!!



PAROLE D'ÉLUE

« Le Conseil général accompagne ou pilote en direct des dispositifs qui favorisent la proximité et le contact humain. Toutes ces solutions d'accueil et d'aide viennent en complément des offres d'hébergement en établissement. Que ce soit pour les enfants ou pour les personnes âgées et dépendantes, il s'agit de proposer des solutions personnalisées, adaptées aux besoins de chacun. Ces dispositifs ont aussi l'avantage d'être créateurs d'emploi. En assurant leur formation et leur qualification, le Conseil général permet à des personnes en recherche d'emploi de trouver un complément d'activité, ou une profession à part entière. »

Christiane Mariette, vice-présidente du Conseil général.

Accueillir chez soi des enfants ou des personnes âgées, soutenir des personnes à leur domicile, aider sa famille... Entrez dans les professions de la solidarité.

▶ OUVRIR SA FAMILLE À DES ENFANTS

À votre domicile, vous accueillez des enfants âgés de zéro à 21 ans pour leur offrir un cadre éducatif et familial stable. Pour accéder à cette profession d'assistant familial, il vous faut obtenir un agrément du Conseil général. Après un stage préalable, vous êtes prête, ou prêt, à accueillir un premier enfant. Une formation obligatoire et qualifiante vous est également dispensée. Vous disposez d'un contrat de travail, d'un salaire, d'indemnités, de congés, d'une couverture sociale et d'un régime d'imposition spécifique.

MAISONS DE LA SOLIDARITÉ DÉPARTEMENTALE OU WWW.CG64.FR

▶ ACCUEILLIR DES PERSONNES ÂGÉES

À votre domicile, vous accueillez des personnes âgées ou en situation de handicap. Cet accueil peut être permanent ou temporaire. Il a notamment pour but d'offrir un répit aux familles d'adultes vulnérables. Un contrat vous lie directement à la personne accueillie. Le Conseil général organise la formation des accueillants familiaux. Il délivre l'agrément obligatoire à cette activité et assure le suivi médico-social de la personne accueillie.

PÔLE ACCUEIL FAMILIAL DU CONSEIL GÉNÉRAL: 05 59 46 52 10

▶ INTERVENIR À LEUR DOMICILE

En qualité d'aide à domicile, vous intervenez chez des personnes âgées ou en situation de handicap. Aucun diplôme n'est alors requis. En qualité d'auxiliaire de vie, vous intervenez de façon plus soutenue et accompagnez la personne afin de maintenir au maximum son autonomie. Le diplôme d'État, ou un équivalent de niveau V, est requis. Les aides à domicile peuvent l'obtenir dans le cadre d'une formation pour adultes.

SERVICES D'AIDE À DOMICILE DE VOTRE ZONE DE RÉSIDENCE

▶ ÊTRE SOUTENU POUR AIDER SA FAMILLE

Vous n'êtes pas un professionnel mais vous apportez un soutien régulier à un membre de votre famille en situation de dépendance. Vous êtes alors un aidant familial, ou aidant naturel. À ce titre, vous pouvez bénéficier des dédommagements de la prestation de compensation du handicap (PCH). Si vous vous occupez d'une personne âgée qui n'est pas votre conjoint, celle-ci peut vous salarier dans le cadre de son allocation personnalisée d'autonomie (APA). Enfin, il existe des groupes d'échanges et des ateliers dans le département. Ils permettent de trouver des solutions pour améliorer votre quotidien.

WWW.LAMAISONDES Aidants.COM - WWW.CG64.COM



PAROLE D'EXPERT

« Les politiques sociales se développent aujourd'hui pour maintenir les personnes en difficulté sur leur lieu de vie. Leur objectif est de trouver, quand cela est possible, des alternatives à la mise en institution qui peut être parfois traumatisante. Dans les années à venir, ces dispositifs vont devoir répondre à une demande croissante. Dans tous les domaines du secteur social, ils vont continuer de créer des emplois qui sont à la fois qualifiants et non-délocalisables. En matière de santé publique, il faut cependant rester extrêmement vigilant sur l'exigence de qualité professionnelle que demandent ces dispositifs. »

Christian Chasseriaud, membre du Conseil supérieur du travail social, ex-directeur de l'Institut du travail social (ITS) de Pau.



Capteurs solaires à tube. Le département accompagne le développement des nouvelles énergies.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

DES FILIÈRES POUR L'AVENIR

Le Conseil général soutient les grands domaines d'activité que sont la chimie, l'aéronautique, l'agro-alimentaire et le tourisme. Il appuie en parallèle des filières secondaires tout aussi innovantes.

Le crash n'a pas eu lieu. Le 15 octobre dernier, Total a définitivement fermé les robinets de son usine de Lacq. Fin de l'exploitation du gisement gazier qui, depuis 1951, était l'une des principales sources de richesse des Pyrénées-Atlantiques. À la fin des années 80, le bassin de Lacq comptait quelque 8500 emplois industriels. On en dénombre 7500 aujourd'hui. Avec très peu de casse sociale, cette reconversion fait figure d'exception dans le paysage industriel français. « Très tôt, tous les acteurs ont pris conscience qu'il y avait nécessité à se fédérer et à anticiper l'avenir, en utilisant les atouts de notre territoire », explique Jacques Cassiau-Haurie, vice-président du Conseil général, chargé du développement économique. L'outil central de cette revitalisation industrielle qui se poursuit s'appelle Chemparc: un groupement d'intérêt public (GIP)



24 MILLIONS INJECTÉS DANS L'ÉCONOMIE

Pour l'année 2013, le Conseil général a consacré 24,1 millions d'euros au développement économique, soit 3,18 % de son budget global. Entreprises, recherche et innovation: 11,3 millions; agriculture, agroalimentaire et forêt: 5,2 millions; pêche et ports: 2,2 millions; tourisme et thermalisme: 5,4 millions d'euros.

UNE INDUSTRIE QUI PÈSE DANS LE PIB

Avec un produit intérieur brut (PIB) de 16 milliards d'euros (chiffres Insee), les Pyrénées-Atlantiques se classent au 33^e rang des départements français. Le secteur des services y contribue pour 74 %, l'industrie 16 %, la construction 7 % et l'agriculture 3 %. Le poids de l'industrie dans le PIB est le plus élevé des départements d'Aquitaine.

32 000 EMPLOIS DANS L'INDUSTRIE

Dans le département, l'industrie représente 32 360 emplois*. Ce secteur est le second pourvoyeur d'emplois, derrière les services marchands (59 851). L'industrie devance le commerce (30 943) et la construction (16 013). * Chiffres 2011 de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte) d'Aquitaine.

CETTE OPTION PERMET D'IRRIGUER LES RAMIFICATIONS D'UN DOMAINE D'ACTIVITÉ, AU-DELÀ DE L'ENTREPRISE ACCOMPAGNÉE

pétrolier reste bel et bien implanté dans le département pour y consolider ses activités de recherche et développement. Et aujourd'hui, de grands groupes internationaux, comme Novasep ou Toray Carbon Fibers Europe, font le choix d'investir dans le bassin de Lacq, avec des emplois et des contrats de sous-traitance à la clé.

Les comités d'orientation stratégiques montrent le cap

L'expérience de la reconversion de Lacq montre qu'il faut voir large, jouer la carte du collectif et penser à long terme. Adoptant cette ligne, les aides économiques du Conseil général s'inscrivent dans une stratégie globale qui privilégie désormais une approche par filières. Cette option permet d'irriguer au maximum les ramifications d'un domaine d'activité, bien au-delà du seul périmètre de l'entreprise accompagnée. « Depuis 2012, le cadre que nous avons fixé à nos interventions donne une plus grande cohérence à nos politiques économiques », résume Jacques Cassiau-Haurie. Pour donner plus de puissance et de précision à sa force de frappe, le Conseil général a constitué cette année quatre comités d'orientation stratégique (Cos). Un pour chacune des filières d'excellence qui forment la charpente économique du département: chimie-pharmacie-matériaux,



À Bidart, la technopole Izarbel accueille les 500 étudiants de l'École supérieure des technologies industrielles avancées (Estia): un réservoir de matière grise pour l'industrie.

Dans les ateliers de Moludo, des pièces de bois destinées à la fabrication de mobilier pour la petite enfance. L'entreprise béarnaise met aujourd'hui au point des procédés sans solvant.

aéronautique, agriculture-agroalimentaire, tourisme. Instances de travail souples et réactives, ces Cos réunissent une quinzaine de membres: responsables d'entreprise, chercheurs, organismes impliqués dans la filière et, bien sûr, services du Conseil général. « J'ai voulu que l'on crée ces comités pour mener une réflexion sur les enjeux qui concernent les acteurs d'une même filière. Cela nous permet, ensemble, de bien définir les projets stratégiques que nous devons soutenir et qui bénéficient à l'ensemble de l'économie départementale », explique le président du Conseil général, Georges Labazée.

Dans le cas de la filière aéronautique (magazine « 64 », n° 57), le Conseil général a par exemple tracé, sous le nom de Nature&Technology, un plan de vol pour les années à venir: faire des Pyrénées-Atlantiques une terre d'excellence en matière d'aéronautique, plus respectueuse de l'environnement. Aujourd'hui, une cinquantaine d'entreprises bénéficie en ce sens d'un accompagnement qui leur permettra d'améliorer leurs procédés de production.

La nécessité d'innover

En parallèle, Nature&Technology favorise la mise en orbite d'entreprises travaillant dans le champ des applications spatiales, et tout particulièrement de la géolocalisation. Ce dernier domaine d'activités est révélateur de l'ensemencement et des croisements économiques qu'entend favoriser le département. Le Conseil général est en effet membre du réseau franco-espagnol Agripir, dont le projet-phare, e-Pasto, met au point des solutions satellitaires pour la surveillance des troupeaux dans les Pyrénées. E-Pasto, piloté par l'École supérieure des technologies industrielles avancées (Estia) de Bidart, montre à quel point la recherche scientifique peut être intimement liée au devenir d'un territoire. Et qu'il existe bien, là, un réservoir d'activités à créer.

Dans cette logique, et afin de fournir du carburant à l'innovation technologique, le Conseil général apporte un



LA PERLE DU TOURISME

5,4 millions d'euros. C'est la somme investie cette année par le Conseil général pour soutenir, avec l'appui du comité départemental du tourisme (CDT 64), le développement touristique. Chaque année, nos visiteurs dépensent un milliard d'euros, ce qui constitue l'une des principales sources de revenus des Pyrénées-Atlantiques. Cette année, tous les acteurs de la filière, publics comme privés, ont été invités à apporter leur pierre à l'édifice d'un nouveau tourisme départemental pour les années à venir. Celui-ci fera notamment la part belle à la consommation directe entre prestataires et vacanciers, aux activités thermales et thermoludiques, et bien sûr à la nature. www.tourisme64.fr

Le bassin de Lacq, exemple d'une reconversion industrielle réussie.

dans lequel le Conseil général est fortement impliqué. Il rassemble les collectivités territoriales, l'État, mais aussi et surtout les industriels et les syndicats. « Alors que la France n'est pas le pays le plus attractif pour la chimie, nous avons pu faire la différence grâce à notre accueil et à nos compétences, grâce à nos moyens techniques mutualisés, à nos infrastructures et à la forte implication de nos collectivités locales », analyse Jacques Cassiau-Haurie. Si Total n'exploite plus le gaz du Béarn, le géant

soutien appuyé, de l'ordre de 640 000 euros annuels, aux laboratoires de l'université de Pau et des pays de l'Adour (UPPA). Avec eux, il définit chaque année des projets de recherche les plus enclins à trouver des applications pratiques pour notre département et pour nos entreprises. Exemples pour 2013: la fabrication de sels de magnésium à partir des eaux de Salies-de-Béarn, l'impact de l'alevinage des rivières pyrénéennes sur le retour des poissons migrateurs, ou encore le rôle des collectivités locales dans le développement des énergies renouvelables.

De puissants moteurs d'appoint

Aux quatre principaux réacteurs qui propulsent l'économie du département, à savoir chimie, aéronautique, agro-alimentaire et tourisme, s'ajoutent de puissants moteurs d'appoint: ce sont les filières des géosciences, du bois, de la pêche, de la glisse et du textile. La filière des géosciences est certainement la plus prometteuse. Le pôle de compétitivité Avenia, auquel participe le Conseil général, lui fournit d'ores et déjà une solide rampe de lancement. Avec ses 49 entreprises, ses 22 organismes de recherche et ses 17 structures d'accompagnement collectif, Avenia défriche la voie de l'exploitation des ressources fossiles durables, du stockage d'énergie ou de la géothermie profonde.

La vague de la glisse, elle, s'est légèrement émue. Des entreprises doivent aujourd'hui réajuster leur visée, y compris Quiksilver, le n° 1 mondial installé à Saint-Jean-de-Luz. Partenaire du cluster EuroSima, qui regroupe 122 entreprises, le Conseil général s'associe aujourd'hui à la réflexion que mène la filière sur son nécessaire repositionnement. Cependant, l'horizon est loin d'être bouché. À Anglet, la pépinière d'entreprises Olatuleku tourne à plein. Hébergeant une trentaine de jeunes sociétés, elle est la seule en France à se consacrer exclusivement à l'économie de la glisse.

Industries historiques mises à mal par la concurrence étrangère, le textile, l'habillement et la chaussure n'ont pas remis leurs ambitions au placard. Du tissage traditionnel à la haute-couture, les Pyrénées-Atlantiques recensent

MISES À DURE ÉPREUVE PAR LA CONCURRENCE ÉTRANGÈRE, CES PME JOUENT LA CARTE D'UNE QUALITÉ IRRÉPROCHABLE



PAROLE D'EXPERTE

« Pour rester dans la course, les entreprises ont besoin d'innover. Mais innover, c'est prendre des risques. En cela, le soutien que peut leur apporter la puissance publique est très important, voire nécessaire. L'action des collectivités permet également de résoudre des problèmes de trésorerie qui sont souvent un frein à l'emploi. Dans ce domaine, les dispositifs d'accompagnement sont très incitatifs pour l'entreprise et ils constituent également un signe très fort pour les banquiers. En règle générale, plus la problématique d'une entreprise est difficile, plus l'action publique s'avère primordiale. »

Caroline Georges, déléguée pour l'Aquitaine sud de la Banque publique d'investissement (Bpifrance Financement).

pas moins de 200 entreprises. Ces PME jouent la carte d'une qualité irréprochable. Par le biais de ses contrats de développement Textile, le Conseil général accompagne leur modernisation.

Ancrée à la côte basque, la filière de la pêche représente quelque 150 entreprises, 140 navires et 800 marins pêcheurs (magazine « 64 », n° 56). L'objectif est de trouver de meilleurs débouchés de vente de poisson, privilégiant notamment une consommation directe. Autres ressources naturelles du département: les forêts de hêtres et de sapins. Collectivités et acteurs de la filière bois travaillent à la mise en place d'outils de transformation qui permettront d'alimenter, de façon locale et plus vertueuse, des entreprises d'ébénisterie et d'agencement meublé. Là aussi, un fort potentiel demande à éclore.

Un soutien en échange d'un engagement

Si les politiques de soutien économique s'étoffent, elles ne sont pas menées à n'importe quel prix. « D'une part, nous visons en priorité les productions de biens. D'autre part, nous conditionnons nos aides à l'investissement social des entreprises et à leur engagement dans les Pyrénées-Atlantiques », souligne Jacques Cassiau-Haurie. Cette philosophie est au cœur des conventions Grands projets (magazine « 64 », n° 59) qui concernent les investissements industriels lourds, supérieurs à 3 millions d'euros, et qui impliquent des aides départementales généralement supérieures à 300 000 euros.

À un autre degré, ces principes d'engagement se retrouvent dans le nouveau fonds de croissance durable, à destination des sociétés de taille plus modeste, de l'entreprise individuelle aux moyennes industries. Créé l'été dernier, ce fonds leur offre un accompagnement financier dans le cadre d'un projet durable en matière de pérennité économique, d'emploi, de santé au travail, d'économie d'énergie ou d'impact sur l'environnement. De la même manière, l'agriculture est invitée à planter dans ses sillons les graines d'un avenir plus vert. « Nous avons mis en place un programme d'actions sur trois ans qui vise à instaurer des pratiques plus respectueuses de l'environnement », pointe Michel Pastouret, vice-président du Conseil général, chargé de l'agriculture. Le dispositif AV3E permet ainsi aux exploitations de bénéficier de conseils techniques pour évoluer vers des productions raisonnées. Le département encourage également les productions agro-alimentaires placées sous signe de qualité et les circuits courts (lire aussi en p. 24 et 25).

« Nous mettons tout en œuvre pour être au plus près du tissu départemental, quitte à intervenir seuls si cela nous paraît nécessaire », rappelle Jacques Cassiau-Haurie. Et d'ajouter: « Aujourd'hui, nous faisons le choix d'intervenir de manière appuyée dans l'économie. En règle générale, ce n'est pas le cas des autres conseils généraux. » ■

LE CONSEIL GÉNÉRAL LES SOUTIENT

Des entreprises en pointe

CROISSANCE DURABLE MOLUDO MET LA BARRE PLUS HAUT

C'est la première entreprise à entrer dans le nouveau fonds de croissance durable du Conseil général. Moludo, qui fabrique à Uzès des meubles pour les crèches et les écoles maternelles, va bénéficier d'un soutien financier pour se moderniser. Objectif: mettre en place des procédés sans solvants, créer cinq emplois, accueillir un travailleur handicapé, valoriser des essences locales de bois. Créée en 1978, Moludo a été reprise en 2010 après avoir frôlé la faillite. Elle emploie 10 salariés.



INNOVATION EMAC OSE LA NANOCCELLULOSE

À Viados, la société Emac, fondée en 1950, montre la voie des mutations technologiques en cours. Numéro 1 français de la formulation et de la fabrication de caoutchouc, comptant 73 salariés, elle pilote aujourd'hui le projet Nawhicel. Ce consortium de huit partenaires aquitains travaille



à la mise au point de produits et semi-produits composites chargés en nanocellulose. Avec des applications dans le textile, les colles et les matériaux composites pour l'automobile, l'aéronautique et l'éolien.



AGRO-ALIMENTAIRE BASTIDARRA, LE GOÛT DU PAYS EN POTS

À Bardos, la société Bastidarra, créée en 2010, est l'une de ces perles agroalimentaires qui se nourrissent de leur terre. Elle fabrique des yaourts artisanaux, entièrement élaborés à partir de lait fermier, de vache ou de brebis, produit dans le département. Chose rare, ses yaourts sont conditionnés dans des pots en carton recyclables. Elle a reçu, l'an dernier, le prix Innover pour gagner, décerné par la chambre de métiers.

RECHERCHE HÉLIOPARC, IZARBEL: TECHNOPOLES AU TOP

Hélioparc, à Pau, et Izarbel, à Bidart, abritent ce qui se fait de mieux, dans le département, en matière d'entreprises innovantes et de recherche. Les deux technopoles représentent quelque 1900 emplois et 170 sociétés, ainsi que des organismes de soutien et des équipes de recherche. Izarbel, c'est aussi l'École supérieure des technologies industrielles avancées (Estia) et ses 500 étudiants. En phase constante de développement, le site d'Hélioparc, dont le Conseil général est propriétaire des bâtiments, sera étendu l'an prochain.



ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE L'AUTRE ÉCONOMIE QUI NE CONNAÎT PAS LA CRISE

Elle ne connaît pas la crise. Elle représente désormais 10 % des emplois salariés en France, et 12,9 % dans le département. Alors que le secteur privé stagne ou recule, elle enregistre une progression de 2 % par an depuis 2008. Désormais, un ministère lui est dédié. Elle, c'est l'économie sociale et solidaire, connue sous l'abréviation d'ESS. Son but premier n'est pas le profit mais l'épanouissement des femmes et des hommes. Active dans tous les secteurs de l'économie, l'ESS prend des formes multiples: associations, coopératives, fondations, mutuelles.

Le Conseil général soutient l'ESS à travers ses politiques, dans le domaine de la production de biens et de services, de la solidarité, de l'insertion et de l'emploi, de la culture. Il apporte notamment sa contribution à Aquitaine Active, association de finance solidaire qui a déjà soutenu plus de 700 entreprises régionales et a permis la création de près de 4000 emplois. Dans le même sens, le Conseil général est partenaire de la Mutualité 64. À elle seule, cette dernière génère 20 millions d'euros de chiffre d'affaires et compte, avec ses mutuelles adhérentes, 450 salariés dans les Pyrénées-Atlantiques.



MONTAGNE

LE GRAND SAUT DE LA PIERRE

Le domaine skiable, créé en 1961, se dirige tout schuss vers un grand coup de jeune. Cette modernisation se veut exemplaire au niveau environnemental.

Aménager la montagne, tout en la ménageant. À La Pierre-Saint-Martin, après le chantier de terrassement débuté fin octobre qui s'achèvera en novembre, les grands travaux qui seront menés au printemps prochain permettront de moderniser les télésièges, de redessiner les pistes et d'étendre le réseau de canons à neige, tout en intégrant les bâtiments au paysage et en préservant l'environnement. « *Nous inventons une nouvelle*

manière d'aménager les domaines skiables », souligne Jean-Claude Coste, conseiller général d'Aramits et président de l'Établissement public des stations d'altitude (Epsa). Ce chantier d'envergure est financé par le Conseil général, gestionnaire du domaine skiable. L'enveloppe budgétaire, qui s'élève à 24 millions d'euros, prévoit la refonte du secteur Mailhné, Soum Couy. Exit les vieux équipements : un télésiège débrayable de six places et une remontée de quatre places seront installés. Ils permettront

de transporter 2500 skieurs par heure contre 800 actuellement. Ce bond en avant est doublé d'un réaménagement des pistes. « *L'enjeu n'est pas de créer de larges boulevards mais de s'appuyer sur le relief naturel. L'aménagement sera plaisant à skier et à regarder, avec des arrêts pour contempler le paysage* », indique Jean-Claude Coste. Sur ce chantier, l'approche environnementale a été minutieuse. Les lagopèdes et autres couples de grand tétras, qui nichent à quelques encablures des pistes,

seront préservés. En accord avec les associations environnementales, le périmètre du domaine skiable ne sera pas étendu. C'est une première en France : l'ancrage des pylônes des télésièges se fera directement dans la roche, et non dans des blocs en béton, comme on le fait habituellement.

En septembre dernier, le Conseil national de protection de la nature a donné un avis favorable à la réalisation du projet.

Semences pyrénéennes

Cet esprit de discrétion, qui prévaut aux abords des pistes, préside également à l'élaboration des nouveaux bâtiments. Bardées de bois, les gares de départ et d'arrivée des futurs télésièges s'intégreront tels des cayolars de bergers dans la montagne.

Cette volonté de préserver l'environnement s'étend jusqu'à la revégétalisation des pistes. « *La Pierre-Saint-Martin, c'est une multitude d'espèces protégées, hors des pistes et sur les pistes ! Les milieux seront reconstitués* », annonce Jean-Claude Coste. Les semences génériques, habituellement utilisées pour engazonner les pentes après le passage des engins de chantier, n'ont plus leur place ici. Depuis 10 ans, le Conseil général s'engage avec le Conservatoire botanique national pour favoriser l'émergence d'une filière de semences sauvages des Pyrénées. « *Nous disposons de 67 kg de semences des Pyrénées. Des agriculteurs, installés dans les Pyrénées-Atlantiques, vont cultiver ces graines sur deux hectares. En 2015, nous utiliserons ce couvert végétal pyrénéen sur nos pistes* », explique l'élu.

La Pierre-Saint-Martin va donc changer radicalement de visage. Cet automne, un travail millimétré de défrichage et un léger terrassement ont été engagés. Ces opérations ne perturberont en rien les skieurs cet hiver. C'est en avril 2014 qu'une trentaine d'entreprises prendra véritablement possession des lieux pour les grands travaux. Livraison programmée en novembre 2014.

www.lapierrestmartin.com ■

Gourette : à fond les nouveautés !

Quel skieur n'a jamais rêvé d'être le premier à laisser ses traces sur les pistes ? Ou de découvrir l'usine de production de neige artificielle ? Ou encore de monter à bord d'une dameuse ? C'est désormais possible avec la journée VIP à Gourette : un concept innovant, à offrir ou à garder pour soi ! Autres nouveautés : le VTT sur neige sur des pistes fermées aux skieurs, ou encore le snake gliss, luges assemblées pour ne former qu'un seul et unique train piloté par un guide. Des sensations fortes et activités diverses que chacun peut désormais réserver depuis son salon en se connectant à n-py.com ou gourette.com.

20 km de pistes

Le domaine skiable de La Pierre-Saint-Martin s'étend sur 60 hectares et comprend 20 km de pistes. Lors des travaux, 176 000 m³ de matériaux seront déplacés et 3 000 mètres de réseaux seront installés. Le bassin d'alimentation des canons à neige passera de 70 m³ à 90 m³. Chaque hiver, 150 000 skieurs fréquentent la station.

Un car pour les stations

Les lignes d'autocar du Conseil général vous rendent le ski facile et économique :

Irun-Bayonne-Gourette.

La ligne fonctionne tous les samedis. Tarif adulte : 41,50 € pour le déplacement avec forfait (réservation obligatoire sur n-py.com). Sans forfait : 14 €.

Pau-Gourette. Ligne régulière quotidienne. Tarif adulte : 43,50 € pour le déplacement avec forfait. Moins de 26 ans : 30 € avec forfait.

Oloron-La Pierre-Saint-Martin. Deux lignes régulières quotidiennes. Tarif adulte : 28 € avec forfait.

transports64.fr

On ouvre !

Les stations de La Pierre-Saint-Martin et Gourette sont gérées par l'Établissement public des stations d'altitude (Epsa), pour le compte du Conseil général qui en est propriétaire. Cette saison, elles ouvrent du 30 novembre au 21 avril. La station d'Artouste ouvre pour sa part du 21 décembre au 16 mars. Ces dates sont soumises aux conditions d'enneigement.



BÉARNAIS-GASCON-OCCITAN GRAPHIE CLASSIQUE

Los Pirenèus ne son pas mei ua frontèra

Los poblants deu malh deu Portalet qu'ac esperavan despuish quaranta ans. La barrèra doanèra caduda qu'ei ! Lo Calhau n'ei pas mei ua frontèra, que's torna har ligam. Sus plaça, un projècte de cooperacion enter lo Conselh generau e lo govèrn d'Aragon qu'ei a basti's... e pas sonque au sens figurat. Que construseishen un bastiment qui aubergarà las equipas de desnevament de las rotas pendent l'ivèrn. Dens un segond temps, los ancians locaus de las doanas que seràn reabilitats entà vèder espaci sociocultural. Qu'arcuèlherà manifestacions culturaus, mustras e que servirà tanben de punt d'informacion.

L'operacion qu'ei miada peu Gropament economic de cooperacion transfrontalèra (GECT) de l'Espaci deu Portalet. Que s'ei podut har dab finançaments europèus qui son autrejats mercès au Programa operacionau de cooperacion territoriala Espanha França Andòrra (Poctefa). Qu'ajuda a desvolopar l'activitat economica sus parçans frontalèrs comuns aus tres país. L'espaci deu Portalet qu'aplega Pirenèus Atlantics e govèrn d'Aragon. La soa presidència que càmbia cada dus ans. Qu'ei adara assegurada peu Pirenèus-Atlantics taus dus ans qui vienèn.

Un espace commun sur la frontière

Les Pyrénées-Atlantiques et le gouvernement autonome d'Aragon travaillent ensemble au développement de l'espace Pourtalet, à la frontière franco-espagnole. Un bâtiment hébergera les équipes de déneigement. Les anciennes douanes accueilleront un centre socioculturel qui organisera des manifestations publiques et servira aussi de point d'information.



Le Navarre, aujourd'hui parmi les meilleurs cigares du monde.

AGRICULTURE

LA FLAMME DU LUXE SE RALLUME EN BÉARN

Il rivalise avec les plus grands « puros » cubains. Le cigare 100 % béarnais, dont la fabrication a été relancée il y a trois ans, devient un ambassadeur de choix pour le département.

En revenant dans son Béarn natal, Thierry Frontère pensait lever un peu le pied. Avec sa société Editialis, il venait d'engranger les succès dans la presse professionnelle nationale. Et puis, il y a eu ce dîner avec Jacques Pédehontaà. Le conseiller général de Navarrenx le

convainc alors d'examiner le dossier du Comptoir du tabac, alors en grande difficulté économique. L'homme d'affaires accepte de relever ce nouveau défi : développer un cigare haut de gamme qui soit économiquement viable. Ce sera le Navarre. Le cigare du Béarn a ravivé une tradition de la tabaculture tombée aux oubliettes. À Moumour,

un jeune agriculteur, Christophe Congues, se mobilise avec enthousiasme pour développer la plantation. Il est assisté de Romelio, un tabaculteur venu spécialement de Cuba. L'alchimie est rapidement trouvée. Une variété de graine spécifique, élaborée à Bergerac, est mise en culture dans un terroir minutieusement sélectionné.

La pureté de l'eau qui irrigue ce coin de Béarn est notamment un facteur majeur de la qualité du tabac. D'abord séchées sur le lieu de culture, les feuilles prennent ensuite la direction de l'ancienne caserne des Mousquetaires, au cœur de Navarrenx. Douze jours de fermentation précèdent alors l'opération d'écôtage qui consiste à éliminer la partie centrale. Vient ensuite la longue période de vieillissement. « *Tous nos modules sont fabriqués avec des feuilles qui ont plus de trois ans. C'est essentiel pour se positionner parmi les meilleurs cigares du monde* », précise Thierry Frontère. Chacun de ses quatre modules porte le nom d'un mousquetaire : Athos pour le petit robusto, Aramis pour le robusto, Porthos pour le grand robusto et D'Artagnan pour le grand double corona.

« De la haute couture »

Partis à la conquête des États-Unis et de l'Asie, ces cigares naissent sous les doigts extraordinairement agiles de *torcedoras*, rouleuses venues de l'île du *puro*. Chaque cigare est ainsi sculpté de manière unique, petite œuvre d'art aux parfums subtils. « *Nous faisons véritablement de la haute couture* », estime Thierry Frontère.

Soutenue par le Conseil général et la région Aquitaine, l'entreprise de Thierry Frontère a soigné chaque détail : production, distribution, promotion... rien n'a été négligé pour faire du Navarre l'un des fleurons du luxe à la française.

À Navarrenx, les cigares Navarre ont investi l'ancienne caserne du XVI^e siècle. Magnifiquement rénovée, la bâtisse accueille les visiteurs qui y découvrent les différentes étapes de fabrication. Le succès est au rendez-vous. Sur une année, plus de 13 000 personnes ont poussé les portes de ces ateliers où flotte une atmosphère si particulière. Désormais, les retombées médiatiques se multiplient. Un « effet Navarre » commence à souffler sur le Béarn. « *En plus de la satisfaction de créer des emplois, je suis frappé par le sentiment de fierté que génèrent nos cigares* », s'enthousiasme Thierry Frontère. « *En devenant un nouveau symbole du luxe tricolore, à la manière de certains parfums et grands vins, le Navarre a tout pour être une belle locomotive des Pyrénées-Atlantiques, en France et à l'étranger.* » www.cigare-navarre.com ■



PAROLE D'ÉLU

« **Rencontrer quelqu'un de la qualité de Thierry Frontère est une immense chance. Parce qu'il a décidé de s'investir et d'investir en Béarn, il a permis de donner une deuxième chance à cette entreprise unique en Europe et porteuse d'un vrai potentiel de rayonnement. Des emplois ont été sauvés, mais aussi un produit de haute valeur ajoutée : un cigare « made in France » et, encore mieux, « made in Béarn ». Aujourd'hui, des visiteurs viennent de très loin pour le Navarre. Du coup, ils découvrent les saumons et les remparts de Navarrenx, ainsi que toutes les richesses du département.** » Jacques Pédehontaà, conseiller général de Navarrenx.



La production des plants de tabac se fait à Moumour, près d'Oloron.



Une feuille de tabac sèche trois ans avant d'être transformée en cigare.



Thierry Frontère : l'homme de presse a relancé la production du cigare.

Chaque cigare est roulé de manière unique.



Objectif 150 000 modules

Pour pérenniser le Navarre au plus haut niveau de qualité, Thierry Frontère s'est fixé comme objectif de passer d'une production annuelle de 80 000 à 150 000 modules. Des premiers contacts très positifs laissent envisager l'ouverture de marchés aux États-Unis et en Asie. Parallèlement, pour consolider l'activité de l'entreprise qui emploie sept personnes, il compte exploiter les chutes de tabac, soit 50 % de la matière première. Ce qui permettrait de réaliser des cigares en machine, avec à la clé un potentiel de 100 000 unités/an.



L'ÉQUILIBRE ET L'HYGIÈNE

Un pavé de 107 pages. Intitulé Recommandation nutrition, le dernier rapport ministériel préconise une alimentation moins riche en sucres et en graisses. En tant que formateur au Conseil général, Philippe Allieux porte notamment cette parole auprès des restaurants scolaires des collèges. Président de l'Association professionnelle de la restauration collective territoriale des Pyrénées-Atlantiques (APRCT 64), il est également l'un des spécialistes de l'HACCP, une méthode d'analyse des dangers et de maîtrise de leurs points critiques.

... Philippe Allieux, responsable de restauration scolaire

À Anglet, au collège Endarra, il remet dans les assiettes le bon goût des produits fermiers et de la cuisine artisanale. Un pari gagné au prix d'une organisation rigoureuse.

Les bons cuistots se lèvent tôt. À Anglet, le collège Endarra baigne encore dans la nuit quand Philippe Allieux, responsable de restauration, commence sa journée. Le temps d'un café avec son équipe et il faut réceptionner les premières livraisons. Il est 6 heures. « Plus de 60 % de nos produits sont directement issus de productions fermières. Je négocie moi-même avec les producteurs, ce qui me permet de maîtriser les coûts et la qualité. » Le métier demande une organisation rigoureuse. L'approximation n'a pas sa place quand il faut produire 600 repas par jour, déclinés en trois entrées et autant de plats et desserts. Préparées aux premières heures de la matinée, des panna cotta aux fruits rouges s'étagent dans la chambre froide. Il est un peu plus de 10 heures. Les deux cuisiniers, Jean-Louis Lespine et Francis Bonnet, mettent la dernière touche aux préparations froides. Les gestes sont rapides et précis. Extra du jour : des bruschettas au fromage fermier. « Ça, c'est du fait maison. Il faut aussi prendre du plaisir ! », s'exclame Jean-Louis Lespine. À la force de sa volonté, Philippe Allieux a remis le goût du travail artisanal dans ses cuisines. « Avant d'arriver ici, je n'avais pas désossé un agneau depuis 20 ans », rigole encore Francis Bonnet.



BIO EXPRESS

- 1961 :** naissance dans les Yvelines
- 1978 :** CAP de cuisine au lycée hôtelier de Biarritz
- 1982 :** restaurateur
- 1985 :** chef de cuisine en restauration gastronomique
- 1998 :** chef cuisinier au lycée hôtelier de Biarritz
- 2006 :** chef cuisinier au Conseil général

10 h 30. Des filets de maquereaux dorment au fond de l'immense cuiseur multifonctions. Merlu à la biscayenne et poisson pané, ce dernier en plus grande quantité, sont aussi au menu. « Il faut tenir compte du goût des élèves. Tout n'est ensuite qu'une science de l'équilibre et du grammage pour éviter les pertes », précise le responsable de restauration.

11 heures. Les premiers personnels se présentent à la rampe du self. « Ici, c'est du trois étoiles ! », lance un surveillant. On se salue, on échange quelques mots. Idem avec les élèves. Le courant passe.

Les cuisiniers assurent eux-mêmes le service, en alternance avec les cuissons qui se poursuivront jusqu'à la dernière assiette servie, à 13 h 30. Il faut ensuite procéder aux derniers nettoyages. Au plus fort de l'activité, la cuisine est pourtant restée impeccablement propre.

À l'arrière des cuisines, Philippe Allieux plonge dans son ordinateur. Au programme : stocks, précommandes, menus et surtout fiches de traçabilité où sont consignées dans le moindre détail toutes les étapes de préparation de chaque produit. Un travail minutieux et précis. La boucle, pour aujourd'hui, est bouclée. Il est 15 heures. Les bons cuisiniers finissent tard. ■



BON, BIO ET LOCAL

Sous la houlette de Philippe Allieux, le collège Endarra a été le premier du département à introduire dans ses menus des produits biologiques ou issus de filières courtes. Aujourd'hui, 31 établissements ont adopté la charte Manger bio et local, labels et terroir, élaborée par le Conseil général. Cette initiative favorise aussi les productions locales de qualité. Ils sont déjà 130 producteurs à l'avoir signée.



DES ÉLÈVES EN CUISINE

Le mercredi, une fois par mois, Philippe Allieux anime des ateliers pour les élèves d'Endarra. Deux entrées, deux desserts : les collégiens cuisinent, et dégustent. « C'est aussi un moyen de leur faire découvrir tout notre fonctionnement », note Philippe Allieux. Professeur documentaliste, Lucile Labonne organise ces ateliers. « Des enfants habituellement agités y sont très attentifs et disciplinés. Du coup, ils portent un autre regard sur eux-mêmes » et s'en trouvent valorisés. Le collège propose également des sorties et des animations pour sensibiliser les enfants au goût et aux questions alimentaires. Des ateliers permettent aussi aux parents de découvrir les dessous techniques de la restauration scolaire.



LECTURE

DE L'AIR POUR LES LIBRAIRES

Le Conseil général a voté une exonération d'impôt pour les librairies indépendantes de référence. Un bol d'oxygène et la reconnaissance d'un travail qui élargit l'offre de lecture.

En effaçant la part de l'impôt qu'il prélève habituellement sur les librairies indépendantes, à savoir la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), le Conseil général a ajouté une page très attendue au livre des politiques de soutien à la culture. En apparence, ce coup de pouce peut paraître dérisoire. L'exonération globale se chiffre à un peu plus de 6 000 euros

pour quatre établissements. « À notre échelle, c'est pourtant une question de survie », explique Vincent Poeydomenge, gérant de la librairie paloise Bachi-Bouzouk, numéro 1 de la bande dessinée dans les Pyrénées-Atlantiques avec ses quelque 15 000 références, dont 5 000 mangas. Pour un chiffre d'affaires annuel d'environ 600 000 euros, Bachi-Bouzouk dégage un maigre bénéfice de quelque 2 000 euros par

an. Autant dire que le moindre centime vaut son pesant d'or. Ici, les quatre salariés, dont le gérant, sont tous smicards. « L'exonération de la part départementale de la CVAE nous permet de doubler notre résultat net. C'est une bouffée d'air qui améliorera notre trésorerie au fil du temps », souligne Vincent Poeydomenge. Cet allègement d'impôt n'a rien d'automatique. D'une part, il tient à la seule volonté de la collec-

tivité territoriale qui le prélève. D'autre part, il ne s'applique qu'aux établissements estampillés du label Librairie indépendante de référence (Lir), délivré par le ministère de la Culture. « Cette exonération s'inscrit dans un cadre national de soutien à la lecture, relayé par la direction régionale des affaires culturelles (Drac) d'Aquitaine », rappelle Guy Mondorge, vice-président du Conseil général, chargé de la culture. Autre exemple de cette volonté hexagonale de soutenir la culture : le 1^{er} janvier 2014, le taux de TVA appliqué sur le livre sera abaissé à 5 %. Après avoir été de 19,6 %, il est actuellement de 7 %.

« La reconnaissance »

Chez Bachi-Bouzouk, Vincent Poeydomenge estime que le dispositif d'exonération de CVAE « est tout autant symbolique que financier ». « Il vient en reconnaissance de notre travail de libraire. Nous sommes les derniers commerces culturels indépendants des centres-villes », défend-il.

« Le label Lir est avant tout une reconnaissance formelle de la qualité de notre travail », confirme Marie Picard-Félicès, cofondatrice de la librairie La rue en pente, à Bayonne. Ouverte il y a 33 ans, à quelques pas de la cathédrale, l'enseigne abrite environ 8 000 titres généralistes, dont une imposante pochothèque de littérature et un rayon jeunesse à rester assis par terre plus d'un mercredi après-midi. Preuve que ni la longévité, ni l'importance de l'offre de lecture ne sont synonymes de réussite financière, La rue en pente n'est pas soumise à la CVAE. Son chiffre d'affaires ne dépasse pas le seuil de paiement fixé à 500 000 euros.

« Nous ne payons pas d'impôt car nous ne réalisons pas de bénéfices. Ce qui a vraiment tout changé pour nous, c'est le prix unique du livre. Il simplifie notre relation avec le client qui vient alors chez nous pour le contact, les conseils et les rapports humains », fait valoir Marie Picard-Félicès. « Nous avons su fidéliser une clientèle en transmettant notre passion », dit encore Vincent Poeydomenge.

« Nous soutenons les libraires indépendants parce qu'ils font partie des acteurs qui élargissent l'offre d'accès aux livres », explique Guy Mondorge. Les liens de proximité avec le public sont d'ailleurs au cœur du label Lir. Celui-ci est en effet la marque d'une large implication des libraires dans la vie culturelle locale. Et c'est presque un euphémisme. Exemple, chez Bachi-Bouzouk : « En 10 ans d'existence, et en y incluant les salons et expositions, nous avons reçu environ 1 000 auteurs. » ■



Les élus de Lir

Dans les Pyrénées-Atlantiques, quatre établissements bénéficient du label de librairie indépendante de référence (Lir) : Bachi-Bouzouk (Pau), Tonnet (Pau), La rue en pente (Bayonne) et Darrieumerlou (Bayonne). Créé en 2009, le label Lir est attribué pour une période de trois ans renouvelable. Il bénéficie à 514 librairies au plan national.

Qualité et fiscalité

Le label Lir distingue l'étendue de l'assortiment des librairies, leur rôle pour la promotion de la littérature de qualité et pour l'animation culturelle des villes. Son volet financier permet aux librairies d'être exemptées de la fiscalité locale des entreprises. Par délibération, les départements ainsi que les communes peuvent exonérer les librairies labellisées de leur part de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

LANGUE BASQUE

« Rue en pente » liburu eta musikaldi batera

Sortu zen 1980 urtean Poissonerie karrikako 29-an. Marie eta Gérard senar emaztek eta Jeanne alabak kudeatzen dute. Liburu dendako ehun metro karratutan hamar mila liburu proposatuak dira. Literatura da gai aberatsena, liburu zainek duten jakintza enziklopedikoa biziki diskretuki erakusten dute. Gauza bera erran daiteke arteaz aurkezten duten liburu azuaarentzat, haien aholku pare baten ondotik artean munduko adituena zarela iduri zaizu, haurren liburuek ba dute aparteko lekua, eta oporretara ez ohizko lekutara joatea amensten dutenek aurkitzen dute munduko edozein herrialdeko gida bat ; hots erostunekin lokarri lasaia sortzen dute « rue en pente » dendako liburuzainek.

Dendako bizia eta kanpoko aizinaldiak lotuz, ba du hamar bat urte iratzeak gorritzen diren sasoiari antolatzen dituztela ibilaldi literarioak. Donamartirari zuten hitzordua irailako azken igandean ehun bat lagunek, Christophe Lamoure filosofoa, Memona Hintermann erreporteroa, Pierre Bléhaut aho fina, edo Michel Oronos ideien ikerlearekin. Irakurlek idazleak ezagutu eta preziatu dituzte. Neguari buruz musika sasoi ireki du Jean-Pascal Guillot piano joileak liburu denda barnean eskaini bi kontzerturekin, eta Hélène Archambault kantariak hartzen du erreleboa tango aireak emanez hausko soinu joile bat partaide. 2014 urte hastapena markatuko du Erwan Loiret aitzineko piano joileak hiru kontzertu eskainiz. « Rue en pente » bezalako liburuzaingain independentek kultur hurbila eta bizia lantzen dute.

Randonnée et musique à La rue en pente

La librairie La rue en pente conjugue littérature, randonnées et concerts de musique. Actrice de la vie culturelle et littéraire bayonnaise, elle offre un choix de 10 000 livres en littérature, jeunesse, arts ou voyages. Cent personnes ont participé dernièrement à une randonnée littéraire à Saint-Martin d'Arbéroue (photo). Et pour la période hivernale 2013-2014, six concerts de musique classique pointent à l'horizon.





Les quilles se montrent au grand jour comme ici lors de la coupe Hestiv'Oc 2012, sur un plantier installé square Aragon, à Pau.

QUILLES EN TÊTE!

Très populaires en Béarn jusqu'aux années 70, les jeux de quilles, de six ou de neuf, connaissent un regain d'intérêt. Une passion qui gagne toutes les générations.

Le virus lui a été inoculé pendant les fêtes de Morlaàs. C'était lors d'une démonstration proposée par le club local. Kévin Routourou, 17 ans, est l'un de ces nouveaux mordus qui redonnent vie aux quilles de neuf. Ce jeu traditionnel, très populaire en Béarn jusqu'aux années 70, était tombé dans les oubliettes de la culture et des loisirs. Depuis 2009, il retrouve vie. « C'est un jeu difficile au début, mais dès qu'on l'a à la main, c'est passionnant et l'on devient

totallement accro », explique Kévin Routourou. « Les subtilités viennent du placement, du porter de boule et de la manière dont on attaque la quille. L'attaque, justement, c'est un point que l'on travaille durant toute sa vie de joueur. » Élève de terminale, Kévin est affirmatif : en aucun cas, il ne laissera tomber *lo bòlo* durant ses études. Comme lui, ils sont aujourd'hui 200 à se réunir régulièrement sur les 16 plantiers de quilles de neuf, privés ou municipaux, que compte le Béarn. Quant aux quilles de six, en seulement une sai-

son, elles ont gagné 60 nouveaux pratiquants et affichent 260 adhérents. Depuis trois ans, ces jeux traditionnels béarnais sortent de la confidentialité pour aller à la rencontre du grand public. Lors d'Hestiv'Oc ou pendant la foire du bérêt à Nay, les quilles se dressent à nouveau. Lors du grand prix automobile de Pau, on a même vu le public s'y essayer, au beau milieu du boulevard des Pyrénées. « Nous avons trop longtemps vécu repliés sur nous-mêmes. Il fallait s'ouvrir ou nous

allions disparaître », reconnaît Henri Fourcade, président du comité départemental de bowling et sport de quilles. Comme une reconnaissance, les quilles ont désormais leur place lors de la journée Nelson-Paillou, un samedi dédié au sport en famille et qui donne à chacun l'occasion de s'essayer à l'éventail des sports pratiqués dans les Pyrénées-Atlantiques.

Dans les arrière-salles des cafés

Stéphane Jeansoulé a grandi, lui, au milieu des quilles de six. Comme d'autres joueurs aujourd'hui dans leur quarantaine, il est revenu au jeu après s'en être éloigné à la fin de l'adolescence. Le club de Bizanos, qu'il préside, est témoin de la nouvelle jonction qui s'opère entre générations. Audrey Guilhembert-Lassalle, 10 ans et déjà double championne de France, y côtoie les vétérans dont les yeux brillent quand ils évoquent la grande époque, celle des déplacements en car et des parties interminables. « *Tout repose sur le plaisir et la convivialité. Ce n'est pas un hasard si les plantiers ont prospéré dans les arrière-salles des cafés* », s'enthousiasme Stéphane Jeansoulé. Aujourd'hui encore, les compétitions qui rythment la saison se terminent autour d'une bonne table. Si la désaffection des années 1980 semble derrière eux, les responsables de clubs savent que la motivation des jeunes joueurs doit être suscitée sans relâche. Ces bénévoles ne ménagent pas leurs efforts pour animer des démonstrations aux quatre coins du Béarn.

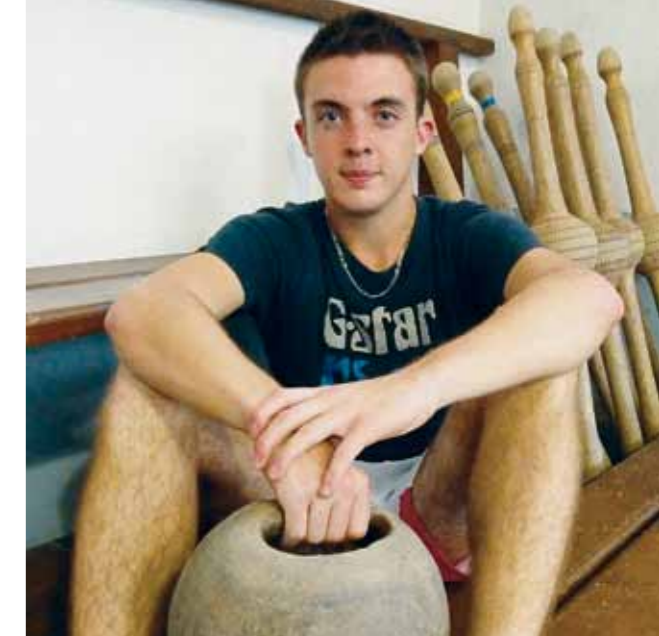
Conseiller en développement au comité départemental de bowling et de sport de quilles, Mathieu Navarro assure des actions de promotion dans les écoles et les collèges. Six bénévoles, licenciés de quilles de six dans les clubs d'Abos, de Pau et de Serres-Castet, rencontrent chaque mois une centaine d'élèves de primaire, afin de les initier. La Journée nationale du sport scolaire, le 18 septembre dernier, a permis à près de 250 jeunes de faire connaissance avec ces sports traditionnels. « *En partenariat avec la calandreta de Pau, nous allons également mener un travail qui associe les quilles et l'occitan-béarnais, qui est la langue des quilles* », annonce Mathieu Navarro. ■



PAROLE D'ÉLU

« **Le Conseil général a adopté un positionnement fort vis-à-vis des jeux traditionnels qui illustrent les particularités de notre département. Qu'il s'agisse de la pelote au Pays basque ou des quilles en Béarn, notre volonté est de soutenir ces jeux qui se pratiquaient et se pratiquent encore dans la langue locale. Elle fait écho à notre politique, également très volontariste, en matière de langue régionale. Les deux volets, sportif et culturel, sont étroitement liés.** »

Guy Mondorge, vice-président du conseil général, chargé de la culture.



Licencié à Morlaàs, Kévin Routourou incarne le renouveau des quilles de neuf.

Osez les quilles!

Les clubs du Béarn de quilles de six et de neuf réservent le meilleur accueil à toutes les personnes qui souhaitent s'essayer au lancer. Le principe des quilles de six est le suivant : le joueur dispose de trois boules pour abattre cinq quilles, sur les six qui sont placées au sol. Le jeu de quilles de neuf est plus complexe. Le but est de lancer une quille avec une boule, pour réaliser les 12 combinaisons imposées, à la manière d'un billard géant. N'hésitez plus. Osez les quilles!

www.quilles.net - www.quillesdesix.free.fr

Diffuser la pratique

Le Conseil général a établi une convention de partenariat de quatre ans avec le comité départemental de bowling et de sport de quilles. Il encourage les interventions auprès des collégiens, la pratique dans les quartiers sensibles et auprès des publics en situation de handicap. Il soutient également la formalisation d'un diplôme d'instructeur de quilles de neuf, inexistant à ce jour.

Les plantiers de la Quille de six paloise, situés derrière le complexe de pelote de Pau. Le principe est simple : le joueur dispose de trois boulets pour renverser cinq quilles.





► Groupe Forces 64 De l'action, encore de l'action, toujours de l'action

Alors que la crise économique se fait ressentir partout, alors que l'arrêt de la production de gaz commercial dans le bassin de Lacq marque un tournant dans notre histoire industrielle, le Conseil général se doit d'agir afin de maintenir l'attractivité territoriale de notre département. Agir auprès des entreprises des secteurs de la chimie, de l'aéronautique ou encore de l'agroalimentaire, qui constituent la colonne vertébrale de l'économie basco-béarnaise. C'est en consolidant nos atouts que nous parviendrons à sortir de ce marasme économique.

Agir en faveur des secteurs en crise. Le Conseil général a toujours été un facilitateur de projets. C'est donc maintenant, au regard des difficultés actuelles, qu'il doit se mobiliser en accompagnant les secteurs en difficulté, comme l'artisanat ou le BTP, grâce à des aides et des dispositifs adaptés aux contraintes rencontrées.

Agir en renforçant l'enseignement supérieur. L'innovation et la recherche constituent un formidable levier de la création d'emplois. Nous souhaitons que l'institution départementale accentue son soutien dans ce secteur.

Les membres du groupe Forces 64 seront très attentifs aux actions du Conseil général dans le domaine du développement économique. Ce domaine était un des piliers de l'ancien exécutif et de notre politique départementale.

Depuis quelque temps, nous notons un raidissement de l'exécutif socialiste par rapport à l'initiative économique, sur l'équipement des zones d'activité, sur le soutien aux actions. Nous observons que le formalisme, que les cadres rigides prennent le pas sur la liberté d'initiative. Nous veillerons donc à ce que l'exécutif socialiste respecte la continuité de nos engagements.

Forces 64

André Arribes, Bernard Auroy, Vincent Bru, Jean-Louis Caset, Bernard Dupont, Jean-Marc Grussaute, Béñat Inchauspé, Jean Lassalle, Jean-Jacques Lasserre, Jean-Pierre Mirande, Jacques Pedehontaà, Charles Pélanne, Josy Poueyto, Denise Saint-Pé, Juliette Séguéla.

► Groupe UMP Redécoupage cantonal: le coup de Jarnac

Lors de la session du 27 septembre, Max Brisson interrogeait Georges Labazée sur le projet de redécoupage cantonal. Il faut dire que si dans d'autres départements, on savait exactement quels étaient les nouveaux contours, dans les Pyrénées-Atlantiques c'était le silence absolu. Un silence d'autant plus inquiétant que les échos que nous avons partout ailleurs faisaient craindre le pire: « un vrai charcutage », « des villes éclatées », « des bassins de vie ignorés », « des intercommunalités démembrées »... Ce jour-là, le président Labazée se voulut rassurant en indiquant qu'il n'était pas encore en possession de la nouvelle carte, qu'il avait été consulté pour simple avis et que les ciseaux étaient dans les mains du ministère de l'Intérieur dont les choix étaient guidés par le droit et l'intérêt général.

À moitié convaincus par ses propos, d'autant plus que dans les Landes, Henri Emmanuelli avait clairement affirmé que c'était lui qui décidait, nous avons attendu le 17 octobre et un article paru dans la presse pour se voir dévoiler une carte des nouveaux cantons.

À sa lecture, et si ces choix sont confirmés, nous comprenons mieux les raisons de notre mise à l'écart: zones périurbaines agrégées à des zones rurales, canton basco-béarnais, territoires immenses d'Ihody à Navarrenx ou de Saint-Etienne-de-Baïgorry à Tardets. Du tripatouillage de haut vol avec pour objectif de rassembler un maximum de cantons détenus par l'opposition et de noyer les autres dans ceux acquis à la gauche.

C'est ainsi qu'après avoir gagné le Conseil général en 2011, les socialistes comptent bien le conserver en 2015 et tant pis s'il faut pour cela mettre à mal la dynamique et la cohérence territoriale, handicaper les zones rurales et oublier l'histoire et la géographie de notre département.

**Max Brisson
et les élus du groupe UMP et apparentés**



► Groupe des élus de gauche L'usager au cœur des politiques départementales

Le dispositif mis en œuvre pour la rentrée scolaire concernant le transport des enfants a bien fonctionné. Cela est dû au fait que tous, services du Conseil général, conseillers généraux, Éducation nationale, maires, représentants des parents d'élève et transporteurs avons partagé le même souci de mettre l'usager, celui qui prend le bus, au cœur du dispositif.

Les nouveaux rythmes scolaires étaient attendus. Cette réforme correspond à l'évolution des besoins de nos enfants. Elle nécessite donc une mobilisation et l'adaptation de tous et toutes. Ensemble, nous devons garantir une mise en œuvre de qualité.

La rentrée, c'est la mise en place du nouveau réseau de bus interurbains du département. Là aussi, l'usager a été mis au centre du dispositif. Là aussi, le souci de l'adaptation aux besoins des usagers a été la priorité de l'exécutif départemental, avec la mise en place de lignes par réservation. La forte hausse de la fréquentation sur la plupart des lignes de bus interurbains depuis juillet récompense nos efforts.

Enfin, la rentrée, c'est la finalisation des contrats de territoires. Il s'agit pour chaque village, chaque ville du département, chaque intercommunalité de définir avec le département quand et comment seront financés les investissements à venir sur les équipements dont ces collectivités ont la charge: routes communales, mairie, église, etc. Le département s'est engagé pour 4 ans, à hauteur de 200 millions d'euros. Les contrats conclus garantissent aux entrepreneurs et ouvriers du secteur du bâtiment et des travaux publics de tout le département du travail pour 4 ans. Garantir des équipements publics de qualité, aménager le territoire dans la concertation et la solidarité des acteurs publics, c'est cela que notre démarche a apporté.

**Pour le groupe de la gauche
Margot Triep-Capdeville**



Chez nous, les collégiens mangent bio & local

Aujourd'hui, plus de 140 producteurs ont signé la charte du Conseil général, « Manger bio & local, labels et terroir ». Chaque jour, ils fournissent les 31 collèges du département qui se sont déjà engagés dans cette démarche, pour une alimentation de qualité et de proximité.



Plus d'informations sur www.cg64.fr



RESERVEZ LES PYRENEES SUR N-PY.COM

GOURETTE

LA PIERRE
ST-MARTIN

n-py.com

Votre séjour au meilleur prix garanti

| FORFAITS DE SKI | LOCATION DE MATERIEL | HOTELS | APPARTEMENTS | COURS DE SKI |